

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1191

[S - C - 97/22422]

27 MAI 1997. — Loi portant des dispositions diverses
relatives à l'expertise vétérinaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les chambres ont adoptés et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications à la loi du 5 septembre 1952
relative à l'expertise et au commerce des viandes*

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, modifié par la loi du 13 juillet 1981 et l'arrêté royal du 9 janvier 1992 sont apportées les modifications suivantes :

1° le 4. est remplacé par la disposition suivante :

« 4. abattoir de faible capacité : l'abattoir où il ne peut y avoir un nombre d'abattages supérieur à celui fixé par le Roi et dont les viandes sont destinées au marché national; »

2° les 7. et 8. sont abrogés.

Art. 3. L'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1981, est complété par l'alinéa suivant :

« En vue de la recherche de résidus de substances à effet pharmacologique, l'expert peut décider de procéder ou faire procéder à la découpe de carcasses. Le Roi peut fixer des règles plus précises à ce sujet. »

Art. 4. Dans l'article 6, alinéa 2 de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995, la deuxième phrase est remplacée par les dispositions suivantes :

« Les frais de ces analyses de laboratoire sont entièrement à charge du propriétaire de l'animal. Pour les analyses de laboratoire faisant apparaître des résidus de substances pharmacologiques dont l'administration est interdite, les frais des analyses sont majorés d'un montant forfaitaire fixé par le Roi. »

Art. 5. L'article 6bis de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6bis. Dans l'abattoir, l'exploitant appose la marque de salubrité conformément à la décision du vétérinaire expert et pendant sa présence à l'établissement.

Dans les autres établissements, l'exploitant appose, si nécessaire, la marque d'identification, conformément à l'agrément et à la destination autorisée des viandes ou des denrées alimentaires qui contiennent des viandes.

Le Roi précise les règles relatives au marquage. »

Art. 6. L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le Roi peut réglementer l'importation des viandes et des denrées alimentaires qui contiennent des viandes.

(1) *Sessions 1996-1997*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi : n° 782/1. — Amendements : n°s 782/2 à 5. — Rapport : n° 782/6. — Texte adopté par la commission : n° 782/7. — Amendements : n°s 782/8 et 9. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat : n° 782/10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 12 et 13 mars 1997.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants : n° 579/1. — Amendements : n° 579/2. — Rapport : n° 579/3. — Texte adopté par la commission : n° 579/4. — Amendements : n° 579/5. — Décision de ne pas amender : n° 579/6.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 15 mai 1997.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1191

[S - C - 97/22422]

27 MEI 1997. — Wet houdende diverse bepalingen
betreffende de veterinaire keuring (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De kamers hebben aangenomen en wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan de wet van 5 september 1952
betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981 en het koninklijk besluit van 9 januari 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 4. wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4. slachthuis met geringe capaciteit : het slachthuis waar niet meer dan een door de Koning vastgesteld aantal slachtingen mogen plaats hebben en waarvan het vlees bestemd is voor het binnenland; »

2° de 7. en 8. worden opgeheven.

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Met het oog op de opsporing van residuen van stoffen met farmacologische werking, kan de keurder beslissen tot het uitsnijden of laten uitsnijden van karkassen. De Koning kan daaromtrent nadere regelen bepalen. »

Art. 4. In artikel 6, tweede lid van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, wordt de tweede zin vervangen door de volgende bepalingen :

« De kosten van die laboratoriumonderzoeken zijn volledig ten laste van de eigenaar van het dier. Voor de laboratoriumonderzoeken waarbij residuen van farmacologische stoffen worden aangetoond waarvan de toediening verboden is, worden de kosten van de onderzoeken verhoogd met een forfaitair bedrag door de Koning bepaald. »

Art. 5. Artikel 6bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6bis. In het slachthuis brengt de exploitant het keurmerk aan overeenkomstig de beslissing van de dierenarts-keurder, tijdens zijn aanwezigheid in de inrichting.

In de andere inrichtingen brengt de exploitant, zo nodig, het identificatiemerken aan overeenkomstig de erkenning en de toegelaten bestemming van het vlees of de voedingsmiddelen die vlees bevatten.

De Koning stelt nadere regels vast met betrekking tot het merken. »

Art. 6. Het artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De Koning kan de invoer van vlees en van voedingsmiddelen die vlees bevatten regelen.

(1) *Zittingen 1996-1997*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet : nr. 782/1. — Amendementen : nrs. 782/2 tot 5. — Verslag : nr. 782/6. — Tekst aangenomen door de commissie : nr. 782/7. — Amendementen : nrs. 782/8 en 9. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat : nr. 782/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 12 en 13 maart 1997.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 579/1. — Amendementen : nr. 579/2. — Verslag : nr. 579/3. — Tekst aangenomen door de commissie : nr. 579/4. — Amendementen : nr. 579/5. — Beslissing om niet te amenderen : nr. 579/6.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 mei 1997.

Lors de l'importation de pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne, un contrôle vétérinaire est en tout cas exigé. »

Art. 7. Dans la même loi sont abrogés :

- 1° l'article 11, modifié par la loi du 3 août 1955;
- 2° l'article 12, modifié par la loi du 15 avril 1965.

Art. 8. Dans l'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1965, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Sans préjudice de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et des arrêtés pris en exécution de celle-ci, Il peut également réglementer les denrées alimentaires qui contiennent des viandes. »

Art. 9. Dans l'article 15 de la même loi les mots « et des denrées alimentaires qui contiennent des viandes » sont insérés entre les mots « viandes de boucherie » et « et à interdire ».

Art. 10. A l'article 16 de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1981 et par l'arrêté royal du 9 janvier 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des viandes fraîches, conservées ou préparées » sont remplacés par les mots « des viandes ou des denrées alimentaires qui contiennent des viandes »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Sont également soumis à leur visite, à toute heure, les abattoirs, les ateliers de découpe, les dépôts et les frigorifères, annexés ou non à un local de vente, ainsi que les établissements où sont produites ou détenues en vue du commerce des viandes ou des denrées alimentaires qui contiennent des viandes. »;

3° entre les alinéas 4 et 5, il est inséré l'alinéa suivant :

« Le procès-verbal constatant les infractions aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci et rédigé par les fonctionnaires chargés de la surveillance par ou en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article, est transmis au fonctionnaire désigné en application de l'article 32bis. Au cas où le procès-verbal aurait été dressé par le bourgmestre ou son délégué, il peut également être envoyé au fonctionnaire précité. »

Art. 11. Un article 16bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 16bis. Lorsqu'une infraction aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci est constatée, les personnes visées à l'article 16 de la présente loi peuvent adresser au contrevenant un avertissement au lieu de dresser un procès-verbal.

L'avertissement est communiqué au contrevenant dans les dix jours de la constatation de l'infraction par lettre recommandée à la poste ou par remise contre accusé de réception.

L'avertissement mentionne :

- a) les faits imputés et les dispositions enfreintes de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci;
- b) le cas échéant, le délai dans lequel il doit être donné suite à l'avertissement. »

Art. 12. Dans l'article 19bis, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 1991, les mots « avant le 1^{er} janvier 1993 » sont remplacés par les mots « dans le cadre du champ d'application de la présente loi. »

Art. 13. A l'article 20, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 9 janvier 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° le § 1^{er}, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut régler l'apport des animaux dans les abattoirs, ainsi que fixer les conditions dans lesquelles les abattages de nécessité et les abattages privés sont autorisés dans les abattoirs. »

Le Roi peut fixer les conditions et les modalités d'un traitement auxquelles les viandes d'animaux abattus pour cause de nécessité doivent être soumises en vue d'être déclarées propres à la consommation humaine.

Bij invoer uit landen die niet tot de Europese Unie behoren is in elk geval een veterinaire controle vereist. »

Art. 7. In dezelfde wet worden opgeheven :

- 1° artikel 11, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1955;
- 2° artikel 12, gewijzigd bij de wet van 15 april 1965.

Art. 8. In artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1965, wordt tussen het eerste en het tweede lid, volgend lid ingevoegd :

« Onverminderd de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten en de besluiten ter uitvoering ervan, kan Hij eveneens de voedingsmiddelen die vlees bevatten reglementeren. »

Art. 9. In artikel 15 van dezelfde wet worden tussen de woorden « slachtvlees » en « regelen » de woorden « en van voedingsmiddelen die vlees bevatten » ingevoegd.

Art. 10. In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981 en het koninklijk besluit van 9 januari 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « vers, verduurzaamd of bereid vlees » vervangen door de woorden « vlees of voedingsmiddelen die vlees bevatten »;

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zijn insgelijks te allen tijde aan hun bezoek onderworpen, de slachthuizen, de uitsnijderijen, de opslagplaatsen en de koelkasten, al dan niet aan een verkooplokaal gehecht, alsmede de inrichtingen waar vlees of voedingsmiddelen die vlees bevatten met het oog op de handel worden vervaardigd of voorhanden gehouden. »;

3° tussen het vierde en het vijfde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Het proces-verbaal houdende vaststelling van de overtredingen van de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan en opgesteld door de ambtenaren belast met het toezicht door of krachtens het eerste lid van dit artikel, wordt toegestuurd aan de krachtens artikel 32bis aangestelde ambtenaar. Indien het proces-verbaal is opgemaakt door de burgemeester of diens gemachtigde kan het eveneens aan deze ambtenaar worden toegezonden. ».

Art. 11. In dezelfde wet wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16bis. Wanneer een overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan is vastgesteld, kunnen de in artikel 16 van deze wet bedoelde personen een waarschuwing richten tot de overtreder in plaats van een proces-verbaal van overtreding op te stellen.

De waarschuwing wordt binnen tien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder medegedeeld bij ter post aangetekende brief of door overhandiging tegen ontvangstbewijs.

De waarschuwing vermeldt :

- a) de ten laste gelegde feiten en de overtreden bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan;
- b) desgevallend de termijn waarbinnen aan de waarschuwing gevolg moet worden gegeven. »

Art. 12. In artikel 19bis, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1991, worden de woorden « voor 1 januari 1993 » vervangen door de woorden « binnen het toepassingsgebied van deze wet. »

Art. 13. In artikel 20, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij koninklijk besluit van 9 januari 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt geschrapt;

2° het vierde lid van paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan de aanvoer van de dieren in de slachthuizen regelen, alsmede de voorwaarden vaststellen waaronder de noodslachtingen en de particuliere slachtingen in de slachthuizen zijn toegestaan. »

De Koning kan de voorwaarden en de modaliteiten van een behandeling bepalen waaraan vlees van in nood geslachte dieren onderworpen moet worden ten einde het voor de menselijke consumptie geschikt te verklaren.

Art. 14. L'article 23bis, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 25 juillet 1960 et modifié par les lois des 21 mars 1964 et 13 juillet 1981 et par l'arrêté royal du 9 janvier 1992, est remplacé comme suit :

« Art. 23bis. § 1^{er}. A l'exception des abattages de nécessité, l'abattage est interdit dans les abattoirs :

1° tous les jours des mois de septembre à mai entre 20 heures et 6 heures et des mois de juin à août entre 20 heures et 5 heures;

2° les samedis, les dimanches et les jours fériés légaux.

Toutefois, le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions peut accorder à certains abattoirs des dérogations pour tenir compte de circonstances locales, pour des abattages rituels, des processus spécifiques d'abattages, des abattages dans le cadre de la législation relative à la santé des animaux, ou, en ce qui concerne le 2°, pour assurer l'approvisionnement régulier. »

Art. 15. L'article 24 de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. L'abattage en dehors des abattoirs est interdit sauf dans le cas où l'animal n'est pas obligatoirement soumis à l'expertise en vertu de l'article 2 de la présente loi ou si une disposition légale ou réglementaire autorise l'abattage selon un rite religieux en dehors d'un abattoir.

Des animaux qui ne sont pas vivants au moment de leur arrivée à l'abattoir ne peuvent être déclarés propres à la consommation humaine qu'à condition qu'un document de transport ait été délivré par un médecin vétérinaire dans lequel il déclare avoir fait un examen sanitaire avant la jugulation et donne les indications requises pour l'expertise à l'abattoir. »

Art. 16. Un article 32bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 32bis. En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Roi, peut fixer une somme, dont le paiement volontaire par l'auteur de l'infraction fait éteindre l'action publique. Si le paiement est refusé, le dossier sera transmis au procureur du Roi.

Le montant de la somme à payer ne peut être inférieur au minimum, ni excéder le maximum, de l'amende fixée pour l'infraction.

En cas de concours de plusieurs infractions, les montants des sommes sont additionnés, sans que le total puisse excéder le double du maximum de l'amende fixée à l'article 29.

Le montant de ces sommes est majoré des décimes additionnels qui sont d'application aux amendes prévues par le droit pénal.

Les modalités de paiement sont déterminées par le Roi.

La somme est versée au compte de l'Institut d'expertise vétérinaire. »

Art. 17. L'article 33, § 7, de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Les viandes et les denrées alimentaires qui contiennent des viandes dont il est constaté lors de l'importation qu'elles ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires relatives à l'importation ou qui sont reconnues impropres à la consommation humaine, sont refoulées.

S'il ne peut être procédé au refoulement, les viandes et les denrées alimentaires qui contiennent des viandes sont mises hors d'usage pour la consommation humaine conformément au § 1^{er}.

§ 8. La mise hors d'usage pour la consommation humaine et la destruction des viandes ou des denrées alimentaires qui contiennent des viandes sont effectuées aux frais du propriétaire. »

CHAPITRE III. — *Modifications à la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes*

Art. 18. A l'article 1^{er} de la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, modifié par les lois des 13 juillet 1981 et 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2 les mots « les tuniciens » sont insérés entre les mots « les échinodermes » et « les chéloniens »;

Art. 14. Artikel 23bis, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juli 1960 en gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1964 en 13 juli 1981 en bij koninklijk besluit van 9 januari 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 23bis. § 1. Behoudens de noodslachtingen, is het slachten in de slachthuizen verboden :

1° alle dagen van de maanden september tot mei tussen 20 uur en 6 uur en van de maanden juni tot augustus tussen 20 uur en 5 uur;

2° de zaterdag, de zondag en de wettelijke feestdagen.

De Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, kan evenwel aan bepaalde slachthuizen afwijkingen toestaan om rekening te houden met lokale omstandigheden, voor rituele slachtingen, voor bijzondere slachtprocessen, voor slachtingen in het kader van de diergezondheidswetgeving of, wat 2° betreft, om de geregelde bevoorrading te waarborgen. »

Art. 15. Het artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 24. Het slachten buiten de slachthuizen is verboden, behoudens indien het dier niet onderworpen is aan de keuring die krachtens artikel 2 van deze wet is opgelegd of indien een wettelijke of reglementaire bepaling het slachten op rituele wijze buiten een slachthuis toestaat.

Dieren die niet levend in het slachthuis worden binnengebracht mogen slechts voor menselijke consumptie geschikt worden verklaard indien door een dierenarts een vervoerdocument werd afgeleverd waarin hij verklaart een gezondheidsonderzoek voor de keling te hebben uitgevoerd en waarop de aanduidingen voorkomen die vereist zijn voor de keuring in het slachthuis. »

Art. 16. In dezelfde wet wordt een artikel 32bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 32bis. Bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan kan de ambtenaar, daartoe aangesteld door de Koning, een geldsom bepalen waarvan de vrijwillige betaling door de dader van de overtreding, de publieke vordering doet vervallen. Wordt de betaling geweigerd, dan wordt het dossier aan de procureur des Konings toegezonden.

Het bedrag van de te betalen geldsom mag niet lager zijn dan het minimum, noch hoger dan het maximum, van de voor het misdrijf bepaalde geldboete.

Bij samenloop van verschillende misdrijven worden de bedragen van de geldsommen samengevoegd, zonder dat het totale bedrag hoger mag zijn dan het dubbele van het maximum van de boete bepaald in artikel 29.

Het bedrag van deze geldsommen wordt verhoogd met de opdecimen die van toepassing zijn op de strafrechtelijke geldboeten.

De betalingsmodaliteiten worden door de Koning vastgesteld.

De geldsom wordt gestort op de rekening van het Instituut voor veterinaire keuring. »

Art. 17. Artikel 33, § 7, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1965, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 7. Vlees en voedingsmiddelen die vlees bevatten waarvan bij invoer wordt vastgesteld dat zij niet in overeenstemming zijn met de reglementaire bepalingen inzake invoer of die voor consumptie door de mens ongeschikt worden bevonden, worden teruggezonden.

Indien het terugzenden niet mogelijk is, worden het vlees en de voedingsmiddelen die vlees bevatten voor consumptie door de mens onbruikbaar gemaakt overeenkomstig § 1.

§ 8. Het onbruikbaar maken voor de menselijke consumptie en het vernietigen van vlees of voedingsmiddelen die vlees bevatten worden uitgevoerd op kosten van de eigenaar. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel*

Art. 18. In artikel 1 van de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1981 en 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 worden tussen de woorden « stekelhuidigen » en « de schildpadachtigen » de woorden « de manteldieren » ingevoegd;

2° Le § 3, 1°, est complété par les mots « y compris les œufs et la laitance de poissons ».

Art. 19. L'article 3, § 1^{er}, 1°, de la même loi est complété comme suit :

« ainsi que des denrées alimentaires visées à l'article 1^{er}, § 4. »

Art. 20. L'article 4, § 4, de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1981 et modifié par la loi du 22 avril 1982 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 4. L'abattage est interdit dans les abattoirs :

- 1° tous les jours entre 20 heures et 4 heures;
- 2° les dimanches et les jours fériés légaux.

Toutefois, le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions peut accorder à certains abattoirs des dérogations, pour des abattages rituels, des processus spécifiques d'abattages, des abattages dans le cadre de la législation relative à la santé des animaux, ou, en ce, qui concerne le 2°, pour assurer l'approvisionnement régulier. »

Art. 21. L'article 5, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 29 avril 1996, est complété par la disposition suivante :

« Par dérogation aux dispositions de la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire, l'expert peut en outre être assisté, dans le respect des conditions fixées par le Roi, par des membres du personnel de l'abattoir, lors de l'expertise de volailles. »

Art. 22. A l'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Ils peuvent pénétrer à tout moment dans les lieux où les denrées alimentaires visées à l'article 1^{er}, § 4, sont produites ou détenues en vue du commerce. »

2° il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le procès-verbal constatant les infractions aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci et rédigé par les fonctionnaires chargés de la surveillance par ou en vertu du § 1^{er} du présent article, est transmis au fonctionnaire désigné en application de l'article 12bis. Au cas où le procès-verbal aurait été dressé par le bourgmestre ou son délégué, il peut également être envoyé au fonctionnaire précité. »

Art. 23. Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 7bis. Lorsqu'une infraction aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci est constatée, les personnes visées à l'article 7 de la présente loi peuvent adresser au contrevenant un avertissement au lieu de dresser un procès-verbal.

L'avertissement est communiqué au contrevenant dans les dix jours de la constatation de l'infraction par lettre recommandée à la poste ou par remise contre accusé de réception.

L'avertissement mentionne :

- a) les faits imputés et les dispositions enfreintes de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci;
- b) le cas échéant, le délai dans lequel il doit être donné suite à l'avertissement. »

Art. 24. Dans l'article 8, § 7, de la même loi, les mots « les animaux ou parties d'animaux » sont remplacés chaque fois par les mots « les animaux, parties d'animaux ou les denrées visées à l'article 1^{er}, § 4. »

Le même article est complété par un § 8, rédigé comme suit :

« § 8. La mise hors d'usage pour la consommation humaine et la destruction des viandes, du poisson ou des denrées alimentaires qui contiennent des viandes ou du poisson sont effectuées aux frais du propriétaire. »

Art. 25. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 8bis. Lorsqu'il est constaté qu'il y a un danger grave et imminent pour la santé publique dans un des établissements visés par la présente loi, le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions peut, par décision motivée et après avertissement préalable, prendre ou ordonner toute mesure pour y remédier, y compris la fermeture partielle ou totale de l'établissement. »

2° De § 3, 1° wordt aangevuld met de woorden « daarbij inbegrepen kuit en hom van vissen ».

Art. 19. Artikel 3, § 1, 1°, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« alsmede van de voedingsmiddelen bedoeld in artikel 1, § 4. »

Art. 20. Artikel 4, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij wet van 13 juli 1981 en gewijzigd bij wet van 22 april 1982, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 4. Het slachten in de slachthuizen is verboden :

- 1° alle dagen tussen 20 uur en 4 uur;
- 2° de zondagen en de wettelijke feestdagen.

De Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, kan evenwel aan bepaalde slachthuizen afwijkingen toestaan voor rituele slachtingen, bijzondere slachtprocessen, slachtingen in het kader van de dierengezondheidswetgeving of, wat 2° betreft, om de geregelde bevoorrading te waarborgen. »

Art. 21. Artikel 5, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« In afwijking van de bepalingen van de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde kan bij de keuring van gevelte, onder de voorwaarden door de Koning bepaald, de keurder bovendien worden bijgestaan door personeelsleden van het slachthuis. »

Art. 22. In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt tussen het vierde en het vijfde lid het volgende lid ingevoegd :

« Zij hebben te allen tijde toegang tot de plaatsen waar de voedingsmiddelen bedoeld in artikel 1, § 4, met het oog op de handel worden vervaardigd of voorhanden gehouden. »

2° een § 3 wordt toegevoegd luidend als volgt :

« § 3. Het proces-verbaal houdende vaststelling van de overtredingen van de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan en opgesteld door de ambtenaren belast met het toezicht door of krachtens § 1 van dit artikel, wordt toegestuurd aan de krachtens artikel 12bis aangestelde ambtenaar. Indien het proces-verbaal is opgemaakt door de burgemeester of diens gemachtigde kan het eveneens aan deze ambtenaar worden toegezonden. »

Art. 23. In dezelfde wet wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7bis. Wanneer een overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan is vastgesteld, kunnen de in artikel 7 bedoelde personen een waarschuwing richten tot de overtreder in plaats van een proces-verbaal van overtreding op te stellen.

De waarschuwing wordt binnen tien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder medegedeeld bij ter post aangetekende brief of door overhandiging tegen ontvangstbewijs.

De waarschuwing vermeldt :

- a) de ten laste gelegde feiten en de overtreden bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan;
- b) desgevallend de termijn waarbinnen aan de waarschuwing gevolg moet worden gegeven. »

Art. 24. In artikel 8, § 7, van dezelfde wet worden de woorden « de dieren of gedeelten van dieren » telkens vervangen door de woorden « de dieren, gedeelten van dieren of voedingsmiddelen bedoeld in artikel 1, § 4. »

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een § 8, luidend als volgt :

« § 8. Het onbruikbaar maken voor de menselijke consumptie en het vernietigen van vlees, vis of voedingsmiddelen die vlees of vis bevatten worden uitgevoerd op kosten van de eigenaar. »

Art. 25. In dezelfde wet wordt een artikel 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8bis. Wanneer vastgesteld wordt dat er een ernstig en dreigend gevaar voor de volksgezondheid bestaat in een van de bij deze wet bedoelde inrichtingen, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, bij een met redenen omklede beslissing en na voorafgaande waarschuwing, elke maatregel nemen of opleggen om daaraan te verhelpen, met inbegrip van de gehele of gedeeltelijke sluiting van de inrichting. »

Art. 26. L'article 12bis de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12bis. En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Roi, peut fixer une somme, dont le paiement volontaire par l'auteur de l'infraction fait éteindre l'action publique. Si le paiement est refusé, le dossier sera transmis au procureur du Roi.

Le montant de la somme à payer ne peut être inférieur au minimum, ni excéder le maximum, de l'amende fixée pour l'infraction.

En cas de concours de plusieurs infractions, les montants des sommes sont additionnés, sans que le total puisse excéder le double du maximum de l'amende fixée à l'article 11.

Le montant de ces sommes est majoré des décimes additionnels qui sont d'application aux amendes prévues par le droit pénal.

Les modalités de paiement sont déterminées par le Roi.

La somme est versée au compte de l'Institut d'expertise vétérinaire. »

Art. 27. Dans l'article 16bis, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 1991, les mots « avant le 1^{er} janvier 1993 » sont remplacés par les mots « dans le cadre du champ d'application de la présente loi. »

CHAPITRE IV. — Modifications de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire

Art. 28. L'article 6, 1^o, de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire, est abrogé.

Art. 29. Dans la même loi, il est inséré un article 36bis, libellé comme suit :

« Art. 36bis. § 1^{er}. Sont confirmés, les recrutements d'agents intervenus avant le 1^{er} janvier 1987 par voie de transfert ou de première attribution des emplois auprès de l'Institut d'expertise vétérinaire.

§ 2. Ces agents gardent l'ancienneté administrative et pécuniaire dont ils bénéficient dans leur administration d'origine. Pour la fixation de l'ancienneté administrative et pécuniaire, les services prestés dans le cadre d'un emploi à prestations partielles, sont proportionnellement pris en compte. L'ancienneté pécuniaire ne peut être inférieure à la durée de l'expérience utile exigée pour la nomination.

§ 3. L'ancienneté administrative et l'ancienneté pécuniaire sont fixées avec l'accord du Ministre de la Fonction publique.

§ 4. Le présent article n'est pas applicable aux agents qui ne sont pas restés en service ou qui n'ont pas repris le service sur base d'une décision judiciaire. »

CHAPITRE V. — Disposition finale

Art. 30. Les articles 10, 3^o, 16, 22, 2^o et 26 entrent en vigueur aux dates fixées par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 26. Artikel 12bis van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12bis. Bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan, kan de ambtenaar, daartoe aangesteld door de Koning, een geldsom bepalen waarvan de vrijwillige betaling door de dader van de overtreding, de publieke vordering doet vervallen. Wordt de betaling geweigerd, dan wordt het dossier aan de procureur des Konings toegezonden.

Het bedrag van de te betalen geldsom mag niet lager zijn dan het minimum, noch hoger dan het maximum, van de voor het misdrijf bepaalde geldboete.

Bij samenloop van verschillende misdrijven worden de bedragen van de geldsommen samengevoegd, zonder dat het totale bedrag hoger mag zijn dan het dubbele van het maximum van de boete bepaald in artikel 11.

Het bedrag van deze geldsommen wordt verhoogd met de opdecimen die van toepassing zijn op de strafrechtelijke geldboeten.

De betalingsmodaliteiten worden door de Koning vastgesteld.

De geldsom wordt gestort op de rekening van het Instituut voor veterinaire keuring. »

Art. 27. In artikel 16bis, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1991, worden de woorden « voor 1 januari 1993 » vervangen door de woorden « binnen het toepassingsgebied van deze wet. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring

Art. 28. Artikel 6, 1^o, van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring, wordt opgeheven.

Art. 29. In dezelfde wet wordt een artikel 36bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36bis. § 1. De wervingen van ambtenaren die vóór 1 januari 1987 bij het Instituut voor veterinaire keuring gedaan werden bij wijze van overplaatsing of eerste toewijzing van de betrekkingen worden bevestigd.

§ 2. Deze ambtenaren behouden de administratieve en geldelijke anciënniteit die zij bij hun vorige bestuur genoten. Voor de vaststelling van de administratieve en geldelijke anciënniteit worden de diensten die zij vervulden in het kader van een betrekking met onvolledige prestaties, verhoudingsgewijs in rekening gebracht. De geldelijke anciënniteit mag niet lager zijn dan de duur van de nuttige ervaring die voor de benoeming vereist is.

§ 3. De administratieve en geldelijke anciënniteit worden met de instemming van de minister van Ambtenarenzaken vastgesteld.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op de ambtenaren die niet in dienst zijn gebleven of die de dienst niet hebben hervat op basis van een rechterlijke beslissing. »

HOOFDSTUK V. — Slotbepaling

Art. 30. De artikelen 10, 3^o, 16, 22, 2^o en 26 treden in werking op de data door de Koning bepaald.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK